

Londres le 30 août 1862

Ma chère Augustine,

J'ai arrêté mon départ au 5 7^{bre} pour la question de la boulangerie¹ et j'espère que vers le 11 je pourrai aller vous trouver à Ligoure. J'en ai donné avis à M. Baroche². Si la question est encore différée je n'en irai pas moins me reposer près de vous.

J'ai reçu une lettre de Sidi Hassan³ que je t'envoie ci-jointe : il a gardé bon souvenir de nous et je me suis fait un plaisir de lui répondre amicalement.

Nous avons enfin ici une saison sèche qui nous met à l'abri des brouillards et de la pluie : nous ne souffrons ni du chaud ni du froid, mais par contre nous avons le vent d'Est qui rabat sur nous toute la fumée de Londres. Nous tombons donc de Charybde en Sylla [*sic*] : et il faut avouer que le séjour de Londres n'est agréable en aucun temps.

Je ne suis pas gâté par l'air que je respire depuis 5 mois et je me flatte que celui de Ligoure sera plus agréable à mes poumons. Rien ne me manquera si je vous trouve tous les deux bien portants.

J'ai reçu une offre pour une voiture extrêmement légère /2/ qui nous coûterait 1 500 fr. rendue à Limoges. C'est un beau Victoria de hazard [*sic*], très bien conservé et très solide qui peut contenir : 2 personnes à couvert sous la capote redressée, une personne sur un strapontin, et deux personnes y compris le cocher sur le siège. Le tout ne pèse pas plus de 625 kilogrammes. Je te prie de me faire savoir le prix d'une américaine de Limoges. Nous comparerons les prix et les poids.

Je vous embrasse tous les deux, bien heureux de vous revoir.

Ton bien affectionné
F. Le Play

P.S.

Je reçois à l'instant même la visite de deux porcelainiers de Solignac et de St-Léonard : je les ai reçus de mon mieux et leur ai facilité la visite de Londres.

¹ Frédéric Le Play avait été rapporteur en 1859 et 1860 de deux commissions du Conseil d'État sur la boulangerie à Paris et dans le département de la Seine. Un troisième et dernier rapport, dans lequel il plaidait pour la liberté économique, fut présenté devant le Conseil d'État le 24 octobre 1862.

² Pierre-Jules Baroche (1802-1870), ministre sans portefeuille, président du Conseil d'État.

³ Probablement, Sidi Hassan English Bey, grand propriétaire algérien injustement spolié lors de l'occupation de ses terres dans la région de Bône en 1832 et rétabli dans ses droits au terme d'un long processus judiciaire.